

P.18	POSTFACE
P.17	CONCLUSION
P.17	VI - OUR TAKE
P.15	V – PROPOSED SOLUTIONS AND EXPECTATIONS
P.15	IV- SOME DIFFICULTIES
P.14	III - FALLOUTS
P.13	D - Popular mobilisation
P.12	C - Operational framework
P.11	B - Institutional framework
P.10	A - Legal and judicial framework
P.9	II - GOVERNMENT AND THE FIGHT AGAINST CORRUPTION
P.8	F – Financial gains
P.7	E - Achievements
P.7	D - Partners
P.6	C - Activities
P.5	B - Organisation
P.4	A - Creation and mission
	I – CONAC
P.2	PREFACE

	PREFACE	P.2
	I. CONAC	
	A) Création et missions	P.4
	B) Organisation de la CONAC	P.5
	C) Activités	P.6
	D) Partenariats	P.7
	E) Acquis	P.7
	F) Gains financiers	P.8
	II. GOUVERNEMENT ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	P.9
	A) Cadre légal et réglementaire	P.10
	B) Cadre institutionnel	P.11
	C) Cadre opérationnel	P.12
	D) Mobilisation populaire	P.13
	III. RETOMBEES	P.14
	IV. QUELQUES DIFFICULTES	P.15
	V. SOLUTIONS ENVISAGEES OU ATTENTES	P.15
	VI. NOTRE AVIS	P.17
	CONCLUSION	P.17
	POSTFACE	P.18

Ces petits pas irréversibles...

La Commission Nationale Anti-Corruption, créée par décret du Président de la République le 11 mars 2006, est l'organe central de lutte contre la corruption au Cameroun. Elle a pour mission de contribuer à cette lutte et de publier, chaque année, un Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption dans le pays.

L'Institution est entrée dans sa phase véritablement opérationnelle en 2010, année au cours de laquelle elle conduit, avec brio, l'élaboration de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC), avec la participation et la mobilisation de Partenaires Techniques et Financiers et de la Communauté nationale. Ce document-cadre de la lutte anti-corruption dans notre pays, validé par le Gouvernement, est ancré sur un référentiel global à savoir, parvenir à faire du Cameroun un pays où « *l'intégrité est une valeur capitale partagée par tous les citoyens* ». A partir de cette vision globale, des référentiels sectoriels fondés sur des objectifs spécifiques rendent compte de la cohérence de la politique publique camerounaise de lutte contre la corruption.

La mise en œuvre des résultats contenus de ce document en 2010 marque en effet le point de départ d'une lutte inclusive, voire holistique, à partir du **paradigme pluraliste** intégrant l'enrôlement d'un plus grand nombre d'acteurs engagés qui constituent aujourd'hui une importante masse critique fondamentale liguée contre le fléau.

En effet, la lutte contre la corruption dans notre pays depuis l'adoption de la SNLCC répond adroitement à la vision que la science administrative donne d'une politique publique cohérente entendue comme « *un ensemble d'actions coordonnées, réalisées par une puissance publique, dans l'optique d'obtenir une modification ou une évolution d'une situation donnée* ».

Depuis 10 ans donc, qu'avons-nous fait ? Qu'est-ce qui a changé ?

Le présent document intitulé « **2010-2020, une décennie de lutte contre la corruption au Cameroun : Des avancées** » met l'accent sur les actions, les combats, les interactions, les interventions, les constats... Bref les activités menées par la Commission Nationale Anti-Corruption dans la croisade contre ce fléau et retrace aussi et davantage, les hauts et les bas de cette lutte menée par différents acteurs dans notre pays.

This document, entitled “2010-2020, a decade of fighting corruption in Cameroon: achievements”, focuses on actions, insights, crusades, debates, interventions, findings, etc. In a nutshell, it highlights the activities carried out by the National Anti-Corruption Commission and various stakeholders and identifies the ups and downs of the anti-corruption drive in our country.

So, what have we done and what has changed in the last 10 years?

Indeed, since the adoption of the NACS, the anti-corruption crusade in our country has been one of the practical responses to the administrative vision for a coherent public policy enabled by “a set of coordinated actions, carried out by the public authority, with a view to adjusting or improving a given situation”.

The drafting of this document in 2010 marks the starting point for an all-inclusive, and even holistic, crusade based on a **pluralistic paradigm** that involves the mobilisation of a great number of committed actors, who today constitute a positive critical mass, to fight the scourge.

The Institution became truly operational in 2010, when it successfully supervised the drawing up of the National Anti-Corruption Strategy (NACS), with the assistance of Technical and Financial Partners of Cameroon, as well as the National Community. This anti-corruption guide for our country, validated by the Government in 2011, is hinged on a global plan and intended to make Cameroon a country where “*integrity is the core value for all its citizens*”. The effectiveness of Cameroon's public policy against corruption is based on this global vision, as reflected by the blueprints of each sector.

The National Anti-Corruption Commission, set up by a decree of the President of the Republic on 11 March, 2006, is the central body in charge of contributing to the fight against corruption in Cameroon. Each year, it publishes an Annual Report on the anti-corruption drive in the country.

These little, but irreversible strides!

Rév. Dr Dieudonné MASSI GAMS
Chairman of CONAC

2010-2020 is a decade of irreversible non-negligible efforts towards integrity in Cameroon as illustrated by the reinforcement of the legal, regulatory, institutional and operational frameworks, general mobilization and the visible financial fallouts in the fight against corruption.

A few figures to bear in mind: between 2011 and 2017, CONAC investigations enabled the State to recover **CFA 1652 582 958 279 (one thousand six hundred and fifty-two billion five hundred and ninety-two million nine hundred and fifty-eight thousand two hundred and seventy-nine francs)**.

There was equally an improvement in perception. An annual assessment survey of public service users, conducted in 2015 by CONAC, revealed a slow but irreversible decline in the phenomenon: **a drop of 0.73/10 points between 2010 and 2015**. In 2010, the corruption perception index on public administrations stood at 6.6 points/10, and in 2015, it dropped to 5.87 points/10.

Was this a mere chronological coincidence or a predictive sign of great progress? In the same light, Cameroon ratified the African Union Convention on Preventing and Combating Corruption in 2020, that is, within the first decade of NACS implementation. Undoubtedly, this instrument complements and reinforces Cameroon's regulatory framework and makes it much stronger and liable to destroy corruption; a true *corruption-fighting reagent*.

Although Cameroonians are rightfully waiting for a dramatic leap towards a more ethical society, the fight against corruption, "a long-term struggle," is now part of their collective consciousness. Many more committed actors, including public and private institutions, are adhering to this fight, an indication of a perfect synergy.

Progressively, but resolutely and irreversibly, borders are shifting.

2010-2020, c'est la **décennie de petits pas irréversibles** vers un Cameroun intègre, avec à titre illustratif, le renforcement des cadres légal, réglementaire, institutionnel et opérationnel dédiés à la lutte anti-corruption ainsi que la mobilisation populaire et des retombées probantes, notamment financières.

Quelques chiffres à retenir à titre indicatif, entre 2011 et 2017, des investigations de la CONAC ont permis à l'Etat de gagner ou d'éviter de dépenser **1.652.582.958.279 (mille six cent cinquante-deux milliards cinq cent quatre-vingt-deux millions neuf cent cinquante-huit mille deux cent soixante-dix-neuf) FCFA**.

Gain aussi au niveau de la perception. Une enquête auprès des usagers des services publics, conduite en 2015 par la CONAC en guise d'*évaluation in itinere* révèle une baisse du phénomène, certes lente mais irréversible. Recul **de 0,73/10 point entre 2010 et 2015**. En 2010, la perception de l'intensité de la corruption dans les Administrations publiques était de 6,6 points/10, en 2015, elle recule à 5,87 points/10.

Simple hasard de l'histoire ou signe prémonitoire d'un grand saut ? Cette première décennie d'implémentation de la SNLCC au Cameroun a connu la ratification en 2020, par notre pays, de la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption. En tout cas, cet instrument vient compléter et renforcer le cadre réglementaire camerounais pour le rendre encore plus « *corrupticide* ».

Même si les Camerounais attendent légitimement un bond spectaculaire vers un Cameroun plus intègre, il n'en demeure pas moins vrai que la lutte contre la corruption, « combat de longue haleine », est maintenant intégrée dans la conscience collective. Le combat bénéficie d'un plus grand nombre d'adjuvants, il est l'objet d'une parfaite appropriation par des Institutions nationales publiques et privées ainsi que par un plus grand nombre de citoyens engagés.

Petit à petit, mais de manière décisive et irréversible, les lignes bougent.

Rév. Dr Dieudonné MASSI GAMS
Président de la CONAC

I – CONAC

A: CREATION ET MISSIONS

- La Commission Nationale Anti-Corruption a été créée par décret présidentiel le 11 mars 2006.
- Elle est un Organisme public indépendant placé sous l'autorité du Président de la République dont la mission principale est de CONTRIBUTUER à la lutte contre la corruption au Cameroun.
- La CONAC a commencé effectivement ses activités en mars 2007 suite à la nomination de son Président, du Vice-Président, des membres du Comité de Coordination ainsi que du Secrétaire Permanent.
- Plusieurs Institutions contribuent, au même titre que la CONAC, à la lutte contre la corruption au Cameroun. Il s'agit notamment, entre autres:
 - de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême (CCCS)
 - du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)
 - de l'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF)
 - du Tribunal Criminel Spécial; (TCS) et
 - des Agences de Régulation : des Marchés Publics (ARMP), de l'Electricité (ARSEL), des Télécommunications (ART)...

Cependant, la CONAC est l'organe central de lutte contre la corruption en ceci qu'elle a mandat de préparer et publier, chaque année, un Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun, présentant un tableau synoptique des activités de lutte contre la corruption réalisées sur le territoire national.

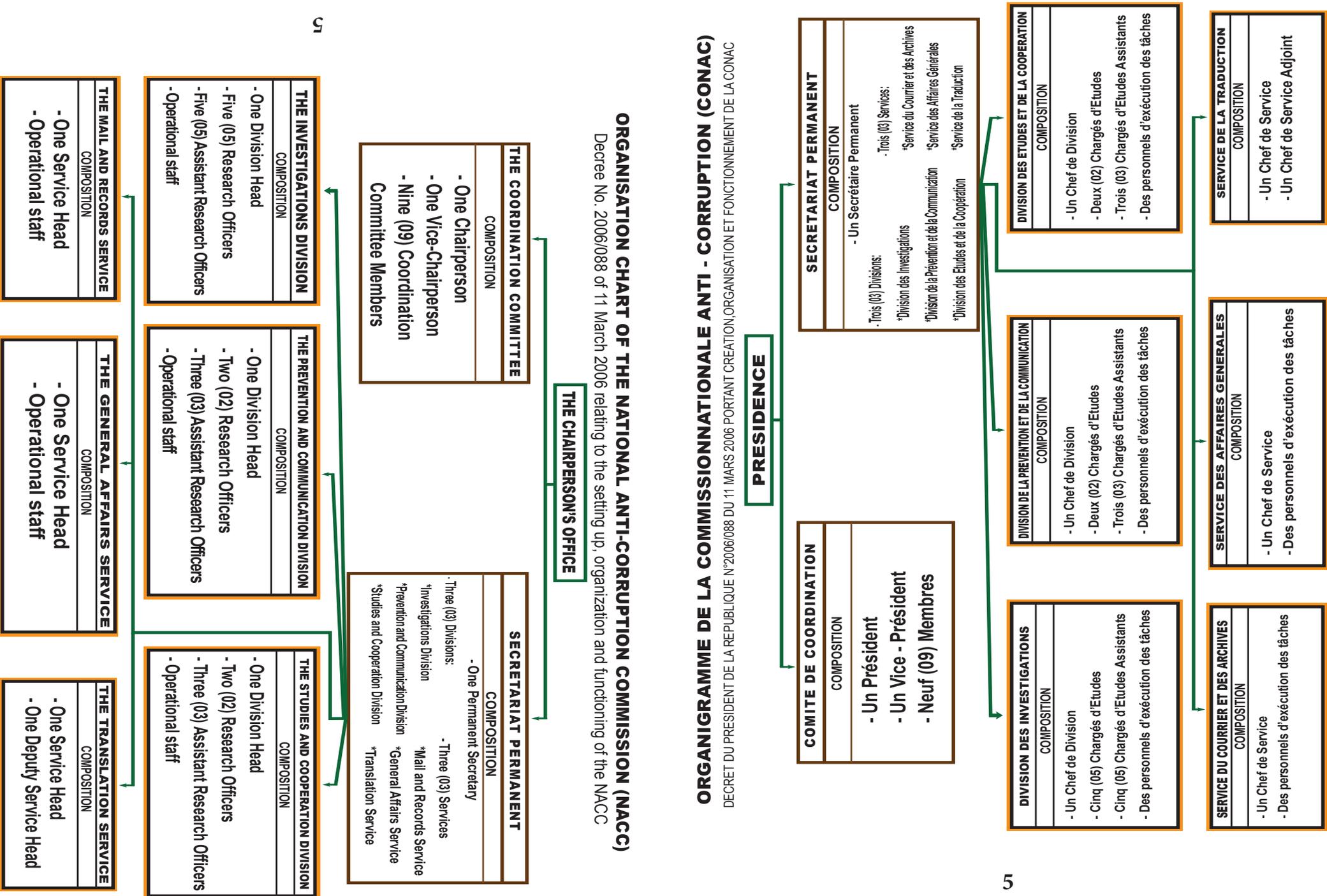
La CONAC a pour missions de :

- suivre et évaluer l'application effective du plan gouvernemental de lutte contre la corruption;
- recueillir, centraliser et exploiter les dénonciations et informations dont elle est saisie pour des pratiques, faits ou actes de corruption et infractions assimilées;
- mener toutes les études ou investigations et proposer toutes mesures de nature à prévenir ou à juguler la corruption;
- procéder le cas échéant, au contrôle physique de l'exécution des projets, ainsi qu'à l'évaluation des conditions de passation des Marchés Publics;
- diffuser et vulgariser les textes sur la lutte contre la corruption;
- identifier les causes de la corruption et de proposer aux autorités compétentes les mesures susceptibles de permettre de l'éliminer dans tous les services publics ou parapublics;
- accomplir toute autre mission à elle confiée par le Président de la République.

- monitor and evaluate the effective implementation of government's anti-corruption plan;
- gather, centralize and analyze denunciations and information forwarded to it in respect of corrupt practices, deeds and similar offences;
- conduct all studies or investigations and propose measures aimed at forestalling or curbing corruption;
- carry out, where necessary, on-the-spot controls of the execution of projects, as well as the evaluation of conditions of public contracts awards;
- disseminate and popularise anti-corruption instruments;
- identify the causes of corruption and propose to the relevant authorities, measures likely to lead to its eradication from all public or semi-public services;
- perform any other duties assigned it by the President of the Republic.

CONAC has as mission to:

- The National Anti-Corruption Commission of Cameroon was created by a Presidential Decree on March 11, 2006.
- It is an independent public body placed under the authority of the President of the Republic and has as main mission to CONTRIBUTUE to the fight against corruption in Cameroon.
- CONAC effectively went operational in March 2007 following the appointment of a Chairman, a Vice-Chairman, members of the Coordination Committee and a Permanent Secretary.
- Several institutions contribute to the fight against corruption in Cameroon. We have, notably:
 - the Audit Bench of the Supreme Court (ABSC);
 - the Supreme State Audit Office (CONSUPE);
 - the National Agency for Financial Investigations (ANIF);
 - the Special Criminal Court (TCS); and
 - Several Regulatory Boards (Public Contracts (ARMP), Electricity (ARSEL), Telecommunications (ART) ...
- CONAC, however, is unique because it is mandated to prepare and present an annual report on the state of the fight against corruption in Cameroon. The document gives a bird's eye view of anti-corruption activities in Cameroon within a specific year.



- **Les instruments opérationnels** (élaborés par la CONAC en partenariat avec d'autres acteurs, ils servent de feuilles de route dans la lutte contre la corruption au Cameroun).
 - ✓ La Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC)
 - ✓ Le Programme National d'Education à l'Intégrité (PNEI)
 - ✓ La Charte de la Coalition Nationale de Lutte Contre la Corruption (CCNLCC)
- **Les outils d'intervention**
- **En plus des audits administratifs, financiers, des contrôles et investigations, les outils ci-après sont utilisés pour atteindre les citoyens en vue d'une lutte inclusive**
- ✓ **Les Initiatives à Résultats Rapides (IRR).** Cet outil fait usage du PRECIS pour implémenter la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (mise en œuvre concomitante des actions de Prévention, Education, Conditions, Incitation et Sanctions, pour obtenir un changement en 100 jours). 11^e série lancée en avril 2019.
- ✓ **Actions par voie d'Interventions Rapides (AIR).** Actions de terrain pour démanteler une pratique de corruption en cours.
- ✓ **Les Campagnes sectorielles anti-corruption** - Cacao, Café, Coton, Forêts, Education sans corruption.
- ✓ **Les Caravanes Anti-Corruption** - sensibilisation pour constituer une masse critique d'acteurs positifs prêts à dire NON à la corruption.
- ✓ **L'opération Concours sans Corruption (COSCO),** pour la Justice, la transparence et l'équité dans les examens officiels.
- ✓ **ESPACE CONAC et ESPACE CONAC Alerte** - Programmes audio-visuels pour éduquer, informer et sensibiliser le public sur les dangers de la corruption et sur la manière de combattre cette gangrène.
- ✓ **CONAC Newsletter** - une revue mensuelle des activités de la CONAC, y compris des astuces sur la manière de combattre la corruption.
- ✓ **Revue de la Presse** (collecte des dénonciations contenues dans la presse écrite).
- ✓ **Rapport Annuel** (présentation de l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun – actions, résultats et perspectives).
- ✓ **Ligne Verte** (pour faciliter la dénonciation des actes de corruption. Un minimum de 100 appels reçus par jour).
- **Les plaques anti-corruption portant le numéro vert de la CONAC** -apposées sur les façades des édifices administratifs pour renforcer la présence de la CONAC sur le terrain en la rapprochant des usagers des services publics. Porter la peur dans le camp des agents publics corrompus.

- **OPERATIONAL TOOLS**
- **INTERVENTION TOOLS**
 - ✓ the Charter of the National Coalition Against Corruption (CNAC)
 - ✓ the National Integrity Education Programme (NIEP)
 - ✓ the National Anti-Corruption Strategy (NACS)
 - Besides administrative and financial audits, controls and investigations, the following intervention tools are used to reach out to the population for an all-inclusive fight:
 - ✓ **Rapid Results Initiative (RRI).** It makes use of the PRECIS model to implement the National Anti-Corruption Strategy (concomitant use of actions of Prevention, Education, Condition, Incentives and Sanctions to obtain visible change within 100 days). 11th series launched on the 4th of April, 2019.
 - ✓ **Actions through Rapid Interventions (ARI).** Field actions that seek to unmask ongoing acts of corruption.
 - ✓ **Sectoral Campaigns without corruption.** To eliminate corruption in sectors such as Cocoa, Coffee, Cotton, Forestry and Education.
 - ✓ **Anti-Corruption Caravans** that seek to build a critical mass of positive actors ready to say « No » to corruption.
 - ✓ **Corruption-free Competitive Entrance Examination (COSCO) to ensure justice,** transparency and equity in public examinations.
 - ✓ **ESPACE CONAC and ESPACE CONAC ALERT.** Audio-visual programmes to educate, inform and sensitise the public on dangers of corruption and how to combat the ill.
 - ✓ **CONAC Newsletter.** Monthly review of activities of CONAC, including tips on how to combat the ill.
 - ✓ **Press review** produced daily. Highlight governance issues and denunciations in the press.
 - ✓ **Annual Reports.** Present the state of the fight against corruption in Cameroon within a particular year – actions, results and prospects.
 - ✓ **Hotline.** Facilitates the denunciation of acts of corruption. Minimum of 100 calls received daily.
 - **Anti-corruption boards bearing the toll-free number of CONAC.** Placed on the facades of administrative buildings to reinforce the presence of CONAC on the field and bring the institution closer to users. Push fear into the camp of corrupt civil servants.

•	Evolution from 2010 to 2017 = 479%
•	Evolution from 2010 to 2018 = 4 682%
•	Evolution from 2010 to 2017 = 726%
➤	2018 23 048 (18 550 through the Hotline)
➤	2017 3 982
➤	2016 2 402
➤	2015 3 268
➤	2014 3 064
➤	2013 2 758
➤	2012 2 089
➤	2011 1 247
➤	2010 482
➤	2009 312
➤	2008 227

- **The fight against corruption is gradually being inscribed in the collective psyche of Cameroonians.** Changes in habits are already perceptible in the public administration and within the population due to the gradual appropriation of a culture of responsibility and respect for public property.
- **More Cameroonians are ready to denounce.** Over the years the number of denunciations is on the rise.

E : ACHIEVEMENTS

- **National**
 - National Agency for Financial Investigation (ANIF)
 - Business Coalition for Good Governance (BCGG)
 - Public Contracts Regulatory Board (ARMP)
 - Employers' Union (GICAM)
 - Ministry of Youth Affairs and Civic Education (MINJEC)
 - National Higher School of Public Works (ENSTP)
 - National Higher School of Engineering (ENSPT)
- **International**
 - The Central Service for the Prevention of Corruption (SCPC), today known as the French Anti-Corruption Agency (AFA)
 - The Administrative Control Authority of Egypt (ACA) and in gestation with The Independent Control Practices Commission (ICPC) and The Economic and Financial Crimes Commission (EFCC) of Nigeria.
- **INTERNATIONAL NETWORKS**
 - Commonwealth Africa Anti-Corruption Agencies (CAACA)
 - Commonwealth Africa Anti-Corruption Centre (CAACC)
 - International Association of Anti-Corruption Agencies (IAACA)
 - Association of African Anti-Corruption Authorities (AAACA)
 - Central Africa network of Anti-corruption Agencies (RINAC)
 - Interpole

D: PARTNERS

D: PARTENARIATS

- **National**
 - L'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF)
 - La Business Coalition For Good Governance (BCGG)
 - L'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)
 - Le Groupement Inter patronal du Cameroun (GICAM)
 - Le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC)
 - L'École Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP)
 - L'École Nationale Supérieure Polytechnique (ENSPT)
- **International**
 - Le Service Central de Prévention de la Corruption (SCPC), connu aujourd'hui sous le nom d'Agence Française Anti-Corruption (AFA)
 - L'Autorité de Contrôle Administratif d'Égypte (ACA)
 - La Commission Indépendante contre les Pratiques de Corruption (ICPC) et
 - La Commission contre les Crimes Économiques et Financiers (EFCC) du Nigeria.
- **Réseaux Internationaux**
 - Commonwealth Africa Anti-Corruption Agencies (CAACA)
 - Commonwealth Africa Anti-Corruption Centre (CAACC)
 - L'Association Internationale des Agences Anti-Corruption (IAACA)
 - L'Association des Autorités Anti-Corruption Africaines (AAACA)
 - Le Réseau des Agences Anti-corruption d'Afrique Centrale (RINACC)
 - Interpol

E : ACQUIS

- **La lutte contre la corruption s'inculque graduellement dans la conscience collective des Camerounais (es).**
- Le changement d'attitudes est déjà perceptible dans l'Administration publique camerounaise et au sein de la population grâce à l'appropriation graduelle de la culture de responsabilité et du respect des biens publics.
- **Davantage de Camerounais (es) sont prêts (es) à dénoncer tout acte de corruption.** Au fil des ans, le nombre de dénonciations reçues à la CONAC est en progression.

➤	2010	482
➤	2011	1 247
➤	2012	2 089
➤	2013	2 758
➤	2014	3 064
➤	2015	3 268
➤	2016	2 402
➤	2017	3 982
➤	2018	23 048 (18 550 de la Ligne Verte)

- **Evolution de 2010 à 2017 = 726%**
- **Evolution de 2010 à 2018 = 4 682%**
- **Evolution de 2010 à 2017 = 479%**

F: GAINS FINANCIERS ... Lutter contre la corruption est un bon investissement pour l'Etat.

A. Chiffres de 2011-2013

Fonds recouvrés, en cours de recouvrement ou sauvés de détournement des caisses de l'Etat grâce aux investigations de la CONAC

N°	Désignation	Montant en FCFA	Montant et structure concernée
1	Actuellement recouvrés	8 milliards 870 millions 415 FCFA	3 milliards 501 millions 920 FCFA en 2012, taxes recouvrées à MTN et le Broadband communications.
			3 milliards 255 millions 880 mille 586 F CFA en 2012, recouvrés des virements et paiements par chèques dans des comptes dormants.
			325 millions 582 mille 281 FCFA en 2013, recouvrés des virements frauduleux de salaires et pensions aux membres fictifs des Forces de Maintien de l'Ordre.
			1 milliard 738 millions 363 mille 013 FCFA, recouvrés dans le cadre de la gestion des ressources du Projet RIGC.
			49 millions 615 mille FCFA en 2012, taxe recouvrée des Industries brassicoles de la Région du Littoral.
2	En cours de recouvrement	7 milliards 98 millions 189 mille 965 FCFA	3 milliards 754 millions 154 mille 569 FCFA dans le cadre des paiements des agents fictifs parmi les Forces de Maintien de l'Ordre.
			2 milliards 644 millions 34 mille 096 FCFA, taxe en cours de recouvrement sur les Industries brassicoles de la Région du Littoral
			700 millions FCFA à recouvrer du Projet Plantain logé au sein de MINADER
3	Evités d'être distraits des caisses de l'Etat	34 milliards 544 millions 850 mille 862 FCFA	19 milliards 158 millions 326 mille 375 FCFA pour les indemnisations des terres dans le cadre de la construction du Complexe Industrialeo-portuaire de Kribi
			15 milliards 386 millions 524 mille 487 FCFA relatifs à l'avenant dans le cadre de la construction de la route Ayo-Bonis
TOTAL		50 milliards 513 millions 844 mille 242 (50 513 844 242)	

MONEY RECOVERED, UNDER RECOVERY OR PREVENTED FROM BEING SIPHONED FROM GOVERNMENT COFFERS THANKS TO CONAC INVESTIGATIONS

N°	Designation	Amount (FCFA)	Amount and structure concerned
1	Actually recovered	8 billion 870 million 803 thousand 415 FCFA	3 billion 255 million 880 thousand and 586 FCFA in 2012: recovered from bank transfers and payment by cheques into dormant accounts
		3 billion 255 million 880 thousand and 586 FCFA in 2012: recovered from bank transfers of salaries and pensions to fake members of the Forces of Law and Order	
2	Recovery underway	7 billion 98 million 189 thousand 965 FCFA	3 billion 754 million 154 thousand 569 FCFA: recovered from payment of ghost workers within the Forces of Law and Order
		2 billion 644 million 35 thousand 96 FCFA: tax under recovery from whole sellers of brewery products in the Littoral Region	
		700 million FCFA	700 million FCFA: to recover from the Plantains Project
		34 billion 544 million 850 thousand 862 FCFA	19 billion 158 million 326 thousand 375 FCFA: in the process of compensation of land used to build the Kribi Industrial Ports Complex.
		15 billion 386 million 524 thousand 487 FCFA: for an additional contract for the construction of the Ayo-Bonis road.	
3	Prevented from being siphoned from State coffers	50 billion 513 million 844 thousand 242 FCFA	50 billion 513 million 844 thousand 242 FCFA
		34 billion 544 million 850 thousand 862 FCFA	34 billion 544 million 850 thousand 862 FCFA
		15 billion 386 million 524 thousand 487 FCFA: for an additional contract for the construction of the Ayo-Bonis road.	
TOTAL		50 billion 513 million 844 thousand 242 FCFA	(FCFA 50 513 844 242)

II. GOVERNMENT AND THE FIGHT AGAINST CORRUPTION

- **The worry**
 - ✓ The Head of State, H.E. Paul BIYA, began his rule in 1982 with: « rigour and moralisation » as watchwords.
 - ✓ In between, the country sank deep in the 90s. Twice, in 1997 and in 1998, Cameroon was classified as the most corrupt country in the world.
 - ✓ “Corruption” was a taboo word
- **Re-awakening**
 - ✓ Corruption inscribed as priority action in all strategic orientation documents (Poverty Reduction Strategy Paper, Poverty Reduction Strategy Document, Growth and Employment Strategy Paper, Cameroon’s Vision 2035 document)
 - ✓ Multiplication of anti-corruption endeavours (new institutions, reinforced laws, system changes, mass mobilisation, etc...)

2010 – 2020 can be rightly considered as a decade of achievements in Cameroon’s anti-corruption drive.

B. MONEY RECOVERED, UNDER RECOVERY OR PREVENTED FROM BEING SIPHONED FROM GOVERNMENT COFFERS THANKS TO CONAC INVESTIGATIONS from 2013 to 2017

- 2013: 50 billion 513 million 844 thousand 242 FCFA
- 2014: 21 billion 364 million 963 thousand 899 FCFA
- 2015: 175 billion 095 million 910 thousand 633 FCFA
- 2016: 1 302 billion 902 million 936 thousand 136 FCFA
- 2017: 52 billion 191 million 459 thousand 127 FCFA
- Total: 1 602 billion 069 million 114 thousand 037 F CFA

Source: Annual Reports on « The state of the Fight against corruption in Cameroon »

C. Cumulative Financial Gains from 2011 to 2017

1 652 billion 582 million 958 thousand 279 FCFA

B. Fonds recouvrés, en cours de recouvrement ou évités de distraction des caisses de l’Etat grâce aux investigations de la CONAC de 2013 à 2017

- 2013: 50 milliards 513 millions 844 mille 242 FCFA
- 2014: 21 milliards 364 millions 963 mille 899 FCFA
- 2015: 175 milliards 095 millions 910 mille 633 FCFA
- 2016: 1 302 milliards 902 millions 936 mille 136 FCFA
- 2017: 52 milliards 191 millions 459 mille 127 FCFA
- Total: 1 602 milliards 069 millions 114 mille 037 F CFA

Source: Les Rapports Annuels sur l’état de la Lutte Contre la Corruption au Cameroun

C. Gains financiers cumulés de 2011 à 2017

1 652 milliards 582million 958mille 279 FCFA

II. GOUVERNEMENT ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

- **Le Souci**
 - ✓ Le Chef de l’Etat, S.E. Paul Biya, a commencé son magistère avec le mot d’ordre: « Rigueur et moralisation » en 1982.
 - ✓ Le pays avait sombré, dans les années 90, notamment avec le classement par deux fois comme pays le plus corrompu au monde (1997,1998).
 - ✓ l’utilisation du mot « Corruption » était un mot tabou.
- **Le réveil**
 - ✓ La corruption est inscrite dans tous les documents stratégiques de développement du Cameroun (Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), Document de Stratégie pour la Croissance et l’Emploi, Document de Vision du Cameroun en 2035 (DSCE)).
 - ✓ Multiplication des efforts de lutte contre la corruption (création de nouvelles Institutions, renforcement des lois, changement de système, mobilisation de masse, ratification de Conventions internationales, etc.).

2010 – 2020 peut être considéré comme une décennie de réussite de la lutte contre la corruption au Cameroun

2010 – 2020 : DÉCENNIE DE RÉUSSITE

A. Cadre légal et réglementaire (nouvelles lois et réglementations pour une lutte anti-corruption bien coordonnée)

2010	2020
Insuffisance de bonne gouvernance dans le secteur des Marchés Publics	-Création d'un Département ministériel dédié aux Marchés Publics (Décembre 2011) -Cameroon Online E-Procurement (COLEPS) : cadre de passation des Marchés en ligne, décret du PM de Janvier 2018. Des actions visant l'éradication de la corruption, le renforcement de la transparence, la garantie de l'accès équitable à la commande publique, l'élimination des entorses aux principes qui gouvernent le secteur et la réduction de la bureaucratie. -Nouveau Code des Marchés Publics (juin 2018) : passation, exécution, contrôle, recours, sanctions.
Faible internalisation des Conventions Internationales : CNUCC, Charte africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance ; Règlement CEMAC.	-Nouveau Code Pénal de juillet 2016: montée en puissance de la criminalisation de la corruption (sept nouvelles infractions de corruption: détournement de fonds publics en matière électorale, délit d'initié, prise d'emploi prohibé, fraude aux concours et aux examens officiels, blanchiment d'argent au moyen des jeux et loteries, non déclaration du conflit d'intérêts, défauts comptables, tenue irrégulière ou absence de comptabilité) et responsabilité pénale des personnes morales -Vote de la Loi de juillet 2018 portant Code de la Transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun
Non ratification de la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et Lutte Contre la Corruption	Ratification effective de la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et Lutte Contre la Corruption (Avril 2020)
Absence d'une juridiction spéciale pour le jugement des détournements de deniers publics	-Création du Tribunal Criminel Spécial (Déc. 2011) pour lutter contre le détournement des biens publics. Les cas de plus de 50 millions. - Accélération des procédures de recouvrement des avoirs.
-Mauvais fonctionnement d'ITIE Cameroun	-Plaine opérationnalité d'ITIE. Le Cameroun déclaré pays conforme à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives en 2013.
Insuffisance de bonne gouvernance dans la traçabilité des revenus issus des industries extractives	-Renforcement de la bonne gouvernance de l'ITIE -Publication régulière des Rapports ITIE sur la gouvernance des Industries extractives (12 Rapports à ce jour).

2020	2010
-Ministry of Public Contracts created (Dec. 2011) -Cameroon Online E-Procurement (COLEPS) (PM Decree of Jan 2018). Seeks to eradicate corruption, enhance transparency, eliminate disrespect of rules, reduce bureaucracy, grant equal access to public contracts, -New Public Contracts Code (June 2018) award, execution, control, petition, sanctions	Poor internalisation of international conventions: UNCAC, African charter on Democracy, Elections and Governance -New Penal Code of July 2016 : upsurge of incrimination of corruption (seven new corruption offences: misappropriation of public funds in election matters, insider trading, prohibited employment (use past position to gain employment), corruption in administrative competitive examinations and other examinations, money laundering through gaming and lotteries, non-declaration of conflict of interest, accounting irregularities) and Criminal liability of legal persons -Code on transparency and good governance in managing public finance - Law of July 2018
AU Convention on Preventing and Combating Corruption ratified (April 2020)	Non-ratification of the AU Convention on Preventing and Combating Corruption
-Special Criminal Court (Dec. 2011) to fight embezzlement of public funds. Matters over 50 million CFA. Speedy recovery procedures -Procedure to recover assets accelerated	No special court for the trial of corruption-related cases
-ITII fully operational. Cameroon declared compliant country of Extractive Industries Transparency Initiative in 2013 -Regular publishing of ITIE Reports on governance in extractive industries (12 reports already)	-Poor functioning of EITI Cameroon -Insufficient tracing of revenues from extractive industries

A. LEGAL AND JUDICIAL FRAMEWORK (new laws and regulations for a well coordinated fight against corruption)

Fighting corruption is a conscious act, not an accident.
Be an anti-corruption crusader

2020	2010
Creation of Anti-Corruption units in semi-public structures	No anti-corruption unit in semi-public structures
Over 60 out of 115 institutions implementing RRI structures	
Ministerial anti-corruption units revamped	Dormant Ministerial anti-corruption units
CONAC, ANIF, TCS and CONSUPE fully operational: results to show (CONAC annual reports since 2013)	CONAC/ANIF at embryonic stage
Supreme State Audit Office / Audit Bench of the Supreme Court...actions not popularised (rendered public)	Supreme State Audit Office / Audit Bench of the Supreme Court...actions not popularised (rendered public)

2010 – 2020 : DÉCENNIE DE RÉUSSITE...

B. Cadre institutionnel (Institutions nouvelles ou réorganisées pour propulser le changement)

2010	2020
Cellules Ministérielles de Lutte Contre corruption dormantes	-Cellules ministérielles anti-corruption redynamisées, création des cellules anti-corruption dans les Institutions publiques et parapubliques.
Absence de Cellules de lutte contre la corruption dans les structures publiques et parapubliques	-Plus de 60 structures sur 115 mettent en œuvre des Initiatives à Résultats Rapides
La CONAC et l'ANIF à un stade embryonnaire	La CONAC et l'ANIF pleinement opérationnels. Résultat: Publication de Rapports annuels sur l'état de la lutte contre la corruption par la CONAC depuis 2013 sans discontinuer
La Cour Suprême/ la Chambre des Comptes de la Cour Suprême (actions peu valorisées)	La Cour Suprême/ la Chambre des Comptes de la Cour Suprême plus actives et opérationnelles ; contribution aux Rapports annuels sur l'état de lutte contre la corruption au Cameroun

«Un Cameroun sans corruption commence par moi»

**Je dénonce tout acte de corruption
auprès de la...CONAC**

C. Cadre opérationnel (changement d’attitudes et mesures de prévention de la corruption)

2010	2020
Absence de stratégie de lutte contre la corruption.	-Elaboration de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption en 2010 et sa validation en 2011 par le Gouvernement.
Absence de coordination de la lutte contre la corruption	-Lutte davantage coordonnée avec une vision de mise en œuvre: IRR, PrECIS (Ministères, Régions, Secteur Privé – BCGG).
Lutte solitaire. Absence de synergie. Absence de coalition et de partenariat	-Création de la Coalition Nationale de Lutte Contre la Corruption (2011) -Mise en place d’une coalition de lutte contre la corruption dans le milieu des affaires (BCAC puis BCGG (2011) - Projet Concours sans corruption.
Traitement manuel des dossiers (le contact physique nourrit la corruption)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plusieurs Administrations ont dématérialisé leurs procédures pour éviter les contacts physiques. ▪ Ajustement des procédures pour rendre la corruption difficile à s’opérer: ✓ paiement des frais universitaires et scolaires par voie électronique (2012); ✓ taxe d’aéroport incluse dans le titre de voyage (2015); ✓ guichet unique pour la création des entreprises (2016); ✓ achat des vignettes automobiles à travers les compagnies d’assurance (2017); ✓ passation des Marchés Publics en ligne (E-procurement 2018); ✓ paiement des frais de scolarité par voie électronique (2018) ; ✓ paiement par voie électronique des factures d’eau et d’électricité; ✓ consultation et impression en ligne des bulletins de soldes des agents de l’Etat (2019); ✓ déclaration fiscale et recours en ligne (2019)

2020	2010
National Anti-Corruption Strategy drawn up (2010) and validated (2011)	No National Anti-Corruption Strategy.
More coordinated anti-corruption fight with a clearer vision (implementation underway using RRI and PrECIS in Ministries, Regions the private sector – BCGG).	Uncoordinated anti-corruption fight
National Anti-Corruption Coalition created (2011) BCAC then BCGG (2011) - promote good governance in the private sector Partnership (CONAC and several structures) Competitive entrance examination without corruption (COSCO) project Cameroon Business Forum (promote clean business environment)	Solo fight. Lack of solidarity. No coalitions and partnerships
Most administrations go digital to reduce human contact Change of procedures to make corruption difficult to take place E-procurement in public contracts (2018) e-payment of school fees for secondary schools (2018) e-payment of university dues (2012) e-payment of school fees in all government schools (2018) payment of windscreen licence through insurance companies (2017) One stop shop for enterprise creation (...) Airport tax paid in air ticket (2015) E-payment of bills (ENEO, CAMWATER) Online access and printing of payslips of civil servants (2019) Tax litigations online (2019)	Manual manipulation of most operations (human contact fuels corruption)

2010 – 2020: DECADE OF ACHIEVEMENTS...
C. OPERATIONAL FRAMEWORK (change of habits and procedures to forestall corruption)

2010 – 2020: DECADE OF ACHIEVEMENTS...
D. POPULAR MOBILISATION (for a critical mass of positive actors ready to say NO to corruption)

2020	2010
Public awareness raised through radio and TV programmes and outreach events of CONAC. Population more committed. Ready to denounce. Fatalist-approach to corruption	Low public awareness, Poor Public adherence to the fight. Population more committed. Ready to denounce. Denuciations on the rise (From less than 300 in 2010 to almost 4000 in 2017 for CONAC)
Anti-Corruption institutions and several other structures get toll-free numbers to promote good governance. CONAC: 1517 Police:1500 Police Identification Centre : 1550 Gendarmerie: 1501 Commerce: 1502 Customs: 8044 ENEO: 8010 MINCOMMERCE : 1502 ART : 1514 ELECAM : 8111 MINSANTE (COVID-19) : 1510...	Inaccessible anti-corruption institutions
Great mobilisation of the public for a popular adherence to the fight against corruption. - Organisation of caravans : target sectors (health, education, finance, workers), Regions (eight Regions covered), specific groups (women, youths, drivers)	Poor public mobilisation
Permanent reminders - Anti-corruption notices, that carry the hotline of CONAC, affixed on the facades of public and semi-public administrations	Absence of anti-corruption reminders in administrations
Trainings of over a thousand persons by CONAC and BCGG has helped to raised awareness and improve skills on anti-corruption issues	Lack of know-how - tools to combat corruption

2010 – 2020 : DÉCENNIE DE RÉUSSITE...

D. Mobilisation populaire (pour une masse critique d'acteurs prêts à dire NON à la corruption)

2010	2020
Faible prise de conscience, faible adhésion du public à la lutte contre la corruption.	-Prise de conscience à travers les émissions radio et télé de la CONAC et autres événements publics de l'Institution à l'instar des caravanes de sensibilisation. -Population plus engagée et prête à dénoncer la corruption.
Inaccessibilité des Institutions de lutte contre la corruption	Institutions de lutte contre la corruption accessibles à travers des Lignes vertes. CONAC: 1517; Police:1500; Poste d'identification de la police: 1550; Gendarmerie: 1501; Douanes: 8044; Electricité (ENEO): 8010 ; MINCOMMERCE :1502 ; ART :1545 ; ELECAM :8111 ; MINSANTE gestion COVID-19 : 1510...
Faible mobilisation populaire	-Grande mobilisation pour une adhésion populaire à la lutte. -Organisation de caravanes anti corruption: secteurs cibles (santé, éducation, finances, fonction publique), (8 Régions couvertes), groupes spécifiques (femmes, jeunes, conducteurs)
Absence d'outils de rappel de la lutte anti-corruption dans les Administrations	-Outils permanents de rappel- plaques anti-corruption portant le numéro vert de la CONAC apposées sur les façades des édifices des administrations publiques et para-publiques.
Absence de savoir et d'outils pour combattre la corruption	-Les formations par la CONAC et le BCGG ont aidé à la prise de conscience pour la lutte contre la corruption -Renforcement des capacités des acteurs de lutte contre la corruption (Société Civile, Ecoles, Entreprises, CTD, Administrations publiques et parapubliques, journalistes...)

III. RETOMBEES

(Les gains perceptibles)

Perception de la corruption	Le niveau de la corruption en baisse. Indice de perception de la corruption au Cameroun (Etude de la CONAC indique une baisse de 0,73%; de 6,6/10 en 2010 à 5,8 7/10 en 2015). La gangrène est encore rampante dans tous les secteurs(Les secteurs le plus touchés sont: Marchés Publics, Finances, Justice, Forces de l'Ordre ...)
Changement intangible	Changement des mentalités perceptible. Baisse du niveau de tolérance de la corruption. Plus de citoyens prêts à dénoncer. De 482 dénonciations reçues à la CONAC en 2010 à 3982 en 2017 ; augmentation de 726 %. 23 048 dénonciations reçus en 2018 avec la mise en marche de la Ligne Verte.
Changement tangible	Des milliards recouvrés (CONAC, TCS, Cour Suprême) 1652 milliards 582million 958mille 279 FCFA , grâce à la CONAC, entre 2013 et 2017.
Davantage de sanctions	Plusieurs agents publics sanctionnés par leurs Administrations. Moins de projets abandonnés dans les Régions. Plusieurs personnes emprisonnées (y compris de hautes personnalités) 343 entreprises suspendues par le Ministère des Marchés Publics pour des projets abandonnés pendant les exercices 2015, 2016, 2017.
Appropriation de la lutte contre la corruption	Ministères, secteurs privés et les Collectivités Territoriales Décentralisées mettent en œuvre les IRR et le PrECIS.
Davantage de collaboration	CONAC, ANIF, CONSUPE, TCS, MINJEC, les Universités d'Etat, Ecoles de formation, BCGG...

Be the change you want to see in Cameroon
Denounce all acts of corruption to CONAC

Perception of corruption	Level of corruption not reducing as expected. Cameroon Corruption Perception Index (CONAC 2015 survey indicate a drop of 0.73%; from 6,6/10 in 2010 to 5,87/10 in 2015) Corruption still rampant in all sectors (Top four: Public Contracts, Finance, Justice, Forces of law and Order..)
Intangible	Change in mentality perceptible. Drop in level of tolerance to corruption. More people ready to denounce. 227 denunciations received at CONAC in 2008 to 3982 in 2017 (1,754% increase).
Tangible	Billions recovered (CONAC, TCS, Supreme Court) 1 652 billion 582 million 958 thousand 279 FCFA by CONAC between 2013 and 2017.
More sanctions	Several civil servants sanctioned by their administrations. Fewer abandoned projects Many sent to jail (high profile personalities inclusive) 343 companies suspended by MINMAP for abandoning projects (2015, 2016, 2017)
Appropriation of the fight against corruption	40 structures (Ministries, private sector, councils... implementing RRI and PrECIS
More collaboration	CONAC, ANIF, CONSUPE, TCS, MINJEC, State universities, Professional schools, BCGG...

(Perceptible gains)

III. FALLOUTS

IV: SOME DIFFICULTIES

Non effective implementation of the National Anti-Corruption Strategy by many Ministries, public and semi-public services, universities, schools, councils

Over-centralisation of CONAC (only one office, in Yaounde)	Absence of an anti-corruption law
Absence of a text of application of Article 66 of the Constitution of 1996 on the declaration of assets and a law on transparency and good governance in public finance management	Multiple attacks on members of the Coordination Committee of CONAC, as well as on the staff of the Permanent secretariat of the Institution
Refusal by some judicial authorities to consider CONAC as an "arm" of the government	Low provision of financial and human resources to CONAC by the State making it difficult for the structure to function at its fullest
Insufficient number of actors in the Coordination Committee of CONAC following the death of some members	

V. PROPOSED SOLUTIONS or EXPECTATIONS

(We are not doing enough. We can do better)

Individuals	Integrity as a core value and resisting corruption Break corruption chain by denouncing all acts of corruption
Families	Propagate the virtues of integrity Parents preaching by example
Civil society (churches, traditional rulers, NGOs)	Blow the whistle, Denounce corruption Educate the public on need to resist corruption
Public and private Administrations	Appropriate the fight Active Anti-Corruption Units PrECIS Zero tolerance to corruption
Anti-Corruption Institutions (Pillars of Integrity)	Lead by example Multiply activities to build critical mass of positive actors

IV : QUELQUES DIFFICULTÉS

Non implémentation effective de la SNLCC par la plupart des Ministères, Services parapublics, privés, Services de la Présidence, les Universités publiques et privées, les Grandes Ecoles, les Communautés urbaines et les Communes.
-Limitation de la structure de la CONAC à Yaoundé.
-Absence d'une loi anti-corruption.
-Absence de textes d'application de l'article 66 de la Constitution portant déclaration des biens pour les hauts cadres du pays, de même que la loi portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun de 2018.
-Agressions multiformes des membres du Comité de Coordination et Agents de la CONAC.
-Méconnaissance de la CONAC comme « Démembrement » de l'Etat par certains Magistrats.
Faible dotation financière et de ressources humaines de la CONAC ne favorisant pas son déploiement dans tout le pays et à l'étranger pour rechercher les avoirs et produits de la corruption logés dans les Banques et les paradis fiscaux.
Effectif incomplète des membres du Comité de Coordination de la CONAC.

V. SOLUTIONS À ENVISAGER ET ATTENTES

(Nous n'en faisons pas assez. Nous pouvons faire mieux)

CIBLES	ATTENTES
Individus	-L'intégrité comme mot d'ordre -Briser la chaîne de la corruption -Résister à la corruption, dénoncer la corruption
Familles	-Propager les vertus de l'intégrité -Les parents doivent prêcher par l'exemple
Société civile (Eglises, Chefs traditionnels, ONG...)	-Sonner l'alerte, dénoncer la corruption -Eduquer le public à la nécessité de résister à la corruption
Administrations publiques et parapublics	-S'approprier la lutte contre la corruption -Rendre les Cellules de lutte contre la corruption actives et utiles -Mettre en œuvre le PrECIS à travers les IRR. -Pratiquer la tolérance zéro à la corruption -Informatiser tous les postes de péage et de pesage
Institutions anti-corruption (Piliers d'intégrité) CONAC, CONSUPE, ANIF, TCS) etc	-Montrer le bon exemple -Multiplier les activités visant à constituer une masse critique d'acteurs positifs.

SOLUTIONS À ENVISAGER ET ATTENTES ...

(Nous n'en faisons pas assez. Nous pouvons faire mieux)

COMME UNE NATION

1	Adoption d'une loi anti-corruption	Faire de la CONAC une Haute Autorité de la Lutte Contre la Corruption
2	Mise en place d'une structure chargée de la gestion des avoirs saisis ou confisqués	-Rendre opérationnelle la Caisse de Dépôt et des Consignation créée en 2008 -Créer une structure de gestion des avoirs saisis et confisqués ou restructurer la CONAC en lui confiant cette mission
3	Adoption d'une loi sur l'enrichissement illicite	-Empêcher les corrompus de bénéficier des fruits de leurs activités illicites souvent utilisés pour entretenir le terrorisme -Rendre la corruption coûteuse -Accorder aux cadres de la CONAC le statut des OPJ
4	Déclaration des biens et du Patrimoine	Appliquer l'article 66 de la Constitution de 1996 et l'article 51 (2) de la loi de juillet 2018
5	Gestion des fruits de la lutte contre la corruption (argent, biens immeubles, etc.)	Attribuer à la CONAC la responsabilité du suivi des comptes ou fonds recouvrés
6	Protection des lanceurs d'alerte ou dénonciateurs Incitations des lanceurs d'alerte	-Encourager les citoyens à dénoncer la corruption (spécialement de l'intérieur) -Porter la peur dans le camp des corrompus
7	Intégration du Programme National d'Education à l'Intégrité dans le système scolaire national	-Donner une formation fondamentale en matière d'intégrité dans le système scolaire -Enseigner l'intégrité aux élèves (et étudiants) dès leur jeune âge, qu'ils (elles) grandissent avec, et ne s'en séparèrent jamais. La corruption n'est pas un accident. L'intégrité est la solution.
8	Implémentation réelle de la SNLCC par toutes les Administrations	-Produire un Rapport mensuel avec une synthèse trimestrielle au Président de la République par le biais du Président de la CONAC -Rendre opérationnelles et effectives les Cellules Ministérielles de Lutte Contre la Corruption et celles d'autres services publics et privés
9	Décentralisation de la CONAC	Rapprocher l'Institution des populations

AS A NATION

1	Adoption of an anti-corruption law	Elevate CONAC to a High Authority in charge of fighting corruption
2	Creation of a structure in charge of managing seized and confiscated property	Render operational the special fund created in 2008 Create a structure to manage seized and confiscated property or restructure CONAC to play the role
3	Adoption of a Law on illicit enrichment	-Make it difficult for the corrupt to benefit from the fruits of their illicit activities (at times used to finance terrorism) -Give the status of Judicial Police Officer to all senior staff of CONAC
4	Declaration of assets and property	Apply Article 66 of the 1996 Constitution of 1996 and article 51 (2) of the law of 11 July 2018
5	Management of the fruits of the fight against corruption (money, houses, etc.)	-Official assign CONAC to follow up the management of money and property recovered
6	Protection of whistle blowers	-Encourage more people to denounce corruption (especially insiders) -Put fear into the camp of the corrupt
7	Implementation of the National Integrity Education Programme	-Mainstream education on integrity in the education system -Teach them young and they will grow up and not depart from it. Corruption not an accident. Integrity the solution.
8	Effective implementation of the National Anti-Corruption Strategy by all administrations	-Monthly reports to be produced and summary transmitted to the Head of State every three months by CONAC -Make ministerial anti-corruption units operational and effective
9	Decentralisation of CONAC	Bring it closer to the population for rapid action

Fighting corruption is a conscious act, not an accident.
 So....
Don't just wish for change. Be the change you want to see in the fight against corruption in Cameroon.
Corruption has to do with managing greed and fear.
 So...
Put fear into the camp of the corrupt.
A candle does not lose its light by lighting others.
 So...
Share good values with all those around you.
WE CAN OVERCOME CORRUPTION BY OUR EFFORTS. THE VICTORY CANNOT BE DECREED OR ACCOMPLISHED BY WISHFUL THINKING.

CONCLUSION

For CONAC to function at its best, the Commission needs:

- ✓ a **befitting head office with adequate facilities for work;**
- ✓ **to be decentralised to get its services closer to the population; and**
- ✓ **adequate human and financial resources.**

While waiting for this landmark evolution, the battle continues. CONAC, strongly believes that the future of the fight against corruption is bright as Cameroon is gradually building its critical mass of positive actors ready to say "NO to corruption".

CONAC's target, to ensure an all inclusive fight against corruption, is hinged on:

- ✓ **the implementation of the National Anti-Corruption Strategy;**
- ✓ **the popularisation of the National Integrity Education Programme;**
- ✓ **recovery of assets at home and abroad. Cameroon needs the money to develop; and**
- ✓ **a solid cooperation with development partners.**

VI : NOTRE AVIS

Lutter contre la corruption est un acte réfléchi, pas un accident.

Ainsi

La lutte contre la corruption incarnera le changement.

La corruption est un problème de gestion de la cupidité et de la peur.

Donc...

Elle porte la peur dans le camp des corrompus.

Une chandelle ne perd pas de sa lumière en illuminant d'autres.

Donc ...

Elle nécessite le partage des vraies valeurs avec ceux et celles qui nous entourent.

Nous pouvons vaincre la corruption grâce à nos efforts.

La victoire ne peut pas être décrétée ou accomplie par un vain espoir.

CONCLUSION

Pour que la CONAC fonctionne de manière optimale et utile, elle doit:

- ✓ **disposer d'un siège social convenable doté d'installations adéquates;**
- ✓ **être décentralisée afin de rapprocher ses services des populations; et**
- ✓ **disposer de ressources humaines, matérielles et financières adéquates.**

Dans l'attente de cette évolution historique, la bataille se poursuit et, à la CONAC, nous croyons fermement que l'avenir de la lutte contre la corruption au Cameroun est prometteur. Le pays construit progressivement sa masse critique d'acteurs positifs prêts à dire «NON à la corruption». La CONAC s'est fixée pour objectif de mener une lutte globale contre la corruption basée sur:

- ✓ **la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption;**
- ✓ **la vulgarisation du Programme National d'Education à l'intégrité; et**
- ✓ **une coopération solide avec les partenaires au développement pour le recouvrement des avoirs à l'intérieur du pays et à l'étranger.**

Le Cameroun a besoin de cet argent pour se développer.

Lutte contre la corruption : nous pouvons mieux faire

Avec la création de la Commission Nationale Anti-Corruption, le Cameroun s'engage résolument à combattre ce fléau qui est un frein considérable pour le développement. Plusieurs autres structures de lutte contre la corruption ont été mises en place pour une synergie d'actions dans la lutte contre cette gangrène. Ces structures opèrent, avec les moyens mis à leur disposition, pour conduire à bien les missions qui leur sont confiées. Sur le plan juridique, il existe des textes de lois pour réprimer des pratiques, faits ou actes de corruption et infractions assimilées. Une Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption au Cameroun a été élaborée, sous l'impulsion du Gouvernement et avec la contribution des partenaires nationaux et internationaux.

Ainsi, après dix ans de mise en œuvre de cette stratégie de lutte contre la corruption, on peut dire qu'il y a des avancées considérables. Il y a de plus en plus d'engagement de la population à constituer une masse critique d'acteurs positifs prêts à rejeter à la corruption. En outre, plusieurs structures ont mis en place une ligne verte pour dénoncer les faits et actes de corruption sur toute l'étendue du territoire.

Toutefois, quelques pesanteurs, goulots d'étranglement et réticences continuent de plomber cette lutte. A ce jour, plusieurs Administrations n'ont pas toujours intégré la lutte contre la corruption dans leur politique interne, notamment à travers la création de Cellules de lutte contre la corruption. De même, plusieurs Institutions ne contribuent pas non plus à la rédaction du Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun publié chaque année par la CONAC. Par ailleurs, l'internalisation des Conventions internationales ratifiées par le Cameroun doit se poursuivre par l'institution de l'infraction d'enrichissement illicite accompagnée d'un dispositif approprié pour la déclaration des biens et avoirs.

Le Cameroun peut donc faire mieux. Il est question d'opérer des changements sur tous les plans. Des changements de mentalités et surtout le respect de la chose publique car, il faut bien le rappeler, la lutte contre la corruption est d'abord individuelle avant d'être une affaire collective. C'est à ce prix que la bataille contre la corruption sera gagnée.

Le Cameroun et la CONAC attendent donc de chaque citoyen un engagement ferme pour, si ce n'est gagner, tout au moins réduire à sa plus simple expression, cette gangrène qu'est la corruption. Il y va de l'intérêt du Cameroun qui souhaite atteindre son émergence en 2035.

Prof. François ANOUKAHA
Vice-Président de la CONAC

Prof. François ANOUKAHA
Vice-Chairman of CONAC

Cameroun and CONAC expect every citizen to make a firm commitment to reduce corruption to its barest level, if not to eradicate it completely. Cameroon is interested in achieving emergence in 2035 and fighting corruption is the way forward.

Cameroun can thus do better. Changes can be made at all levels. Changes in attitudes and, above all, respect for public property. For, the fight against corruption is first and foremost an individual concern before being collective. This is the collective endeavour to make for any successful fight against corruption.

However, some bottlenecks and foot-dragging still weigh on this struggle. To date, some Administrations have not yet included the fight against corruption in their internal policies, particularly by setting up Anti-Corruption Units. In the same way, several Institutions do not contribute to writing Cameroon's Anti-Corruption Status Report which CONAC publishes every year. Moreover, the internalisation of international Conventions ratified by Cameroon should continue with the criminalisation of illicit enrichment and putting in place appropriate measures for the declaration of assets.

So, ten years on in the implementation of this anti-corruption strategy, one can say that considerable progress has been made. There is a growing public commitment to building a critical mass of positive actors ready to say "no" to corruption. Moreover, several Institutions have installed hotlines to receive reports of acts of corruption throughout the nation.

With the creation of the National Anti-Corruption Commission, Cameroon is resolutely committed to fighting corruption which, over the years, has been a great obstacle to development. Several other anti-corruption structures have been set up for a common battle. These structures strive, with the available means, to accomplish the missions entrusted to them. On the legal level, laws have been enacted to deal with corrupt practices, deeds or similar offences. A National Anti-Corruption Strategy for Cameroon has been drawn up, under Government supervision, with input from national and international partners.

Fighting corruption: we can do better

Denouncing corruption is a patriotic obligation and a civic responsibility.

- **Hotline: 1517 (calls are free of charge)**
- **Hand mail:** Drop your denunciation at the Headquarters of the National Anti-Corruption Commission located at the Yaounde Conference Centre.
- **Postal mail:** Send to P.O. Box 33200 Yaounde
- **Telephone :** 222 20 37 32 / 658262682 / 651649194
- **Fax:** 222 20 37 30
- **Email:** info@conac.cm
- **Web Site:** www.conac.cm

What to denounce: Any act of corruption which you witness or are victim of.

Lay emphasis on the facts.

Who to denounce: Everybody involved in any act of corruption. Get their names, place of work and function. Describe what they do. You can decide to remain anonymous.

How to reach CONAC: Address your complaint to the Chairperson of CONAC and forward using the following means of communication.

HOW TO DENOUNCE CORRUPTION

COMMENT DENONCER UN ACTE DE CORRUPTION

- Que dénoncer?** Tout acte de corruption en mettant l'accent sur les faits.
- Qui peut-on dénoncer?** Toute personne impliquée dans un acte de corruption.
- Comment dénoncer ?** Indiquer les noms, prénoms, lieu de service et fonction de la personne dénoncée. Décrire l'acte posé. Il est possible de faire une dénonciation anonyme.
- Comment contacter la CONAC ?** Saisir, par une requête, Monsieur le Président de la CONAC par l'une des voies suivantes:

- **Ligne verte : 1517 (les appels sont gratuits)**
- **Courrier :** Déposer la dénonciation au siège de la CONAC sis au Palais des Congrès de Yaoundé.
- **Boîte Postale :** B.P. 33200 Yaoundé.
- **Téléphone :** 222 20 37 32 / 658262682 / 651649194
- **Fax :** 222 20 37 30
- **Email :** info@conac.cm
- **Site Web :** www.conac.cm

En dénonçant la corruption, vous contribuez à la construction d'un Cameroun uni, fort et prospère.

COMMISSION NATIONALE ANTI-CORRUPTION

CONAC

Siège: Palais des Congrès de Yaoundé

Tél: 222 20 37 32 / 651 64 91 94 / 658 26 26 82 /
242 65 68 93

Fax: 222 20 37 30

B.P. 33 200 Yaoundé

Site Web : www.conac.cm

Email: info@conac.cm

Numéro vert: 1517

DIS « NON » A LA **CORRUPTION**, CHAQUE « NON » COMPTE

NATIONAL ANTI-CORRUPTION COMMISSION

CONAC

Headquarters: Yaounde Conference Centre

Tel: 222 20 37 32 / 651 64 91 94 / 658 26 26 82 /

242 65 68 93

Fax: 222 20 37 30

P.O. Box 33 200 Yaounde

Website : www.conac.cm

Mail to: info@conac.cm

Hotline: 1517

Integrity is a permanent quest.

Say no to corruption every time, everywhere